

pour améliorer le sort des cultivateurs, l'a été sous le régime libéral. Dernièrement, nos cultivateurs sont venus en délégation à Ottawa demander au ministre des Finances, lorsqu'il présentera ses crédits supplémentaires, de vouloir bien souscrire aux demandes que l'Association des éleveurs de la province de Québec a daigné lui présenter. La province de Québec et les députés canadiens français de cette Chambre ne sont pas ici des mendiants de sympathie. Nous avons écouté attentivement et nous avons donné largement aux gens des Provinces maritimes lorsqu'ils nous ont présenté des réclamations. Je dis de nouveau aux gens de l'Ouest que nous avons fait la même chose pour eux. Québec ne demande que le respect de ses droits. Monsieur l'Orateur, je regrette de le dire, dans maintes parties de ma province, des villages prospères sont complètement privés de toute communication ferroviaire; Gaspé, Bonaventure, Yamaska,—et je dirai même Joliette, mon comté natal,—ont besoin de ces réseaux ferroviaires pour aider à leur développement. Je prierais l'honorable ministre des Chemins de fer (M. Dunning), de vouloir bien faire droit à nos justes demandes.

Pendant des années, on a sollicité les gens de la province de Québec à aller coloniser le nouvel Ontario et l'Ouest canadien. Dans l'Ouest, il y a certains districts où nos compatriotes sont allés s'établir et,—je le dis avec orgueil,—ils sont considérés comme des colons très attachés au sol et des défricheurs très ardu au travail. Ces cultivateurs se trouvent encore privés, après des années de labeur pénibles, de communications qui les aideraient à donner à leurs familles une aisance appréciable. J'ose espérer que le ministre des Chemins de fer écoutera et fera droit à leurs justes réclamations.

Monsieur l'Orateur, il est une autre question—celle-là je l'aborde avec toute la réserve voulue—c'est celle de la canalisation du Saint-Laurent. Le Gouvernement ne s'est pas encore prononcé à ce sujet. Il existe, à Montréal, des divergences d'opinion sur la question, et comme le disait l'honorable député de Sherbrooke (M. Howard), hier soir, s'il fallait par hasard que cette canalisation se fasse je demanderais, pour la partie s'étendant sur les rives du Québec et qui fournirait le pouvoir moteur à plusieurs de nos industries et l'éclairage à nos populations, que le droit d'exploiter ce pouvoir reste au gouvernement, qu'il soit fédéral ou provincial, peu importe. Les consommateurs d'Ottawa paient un prix minime pour l'éclairage tandis que ceux de Montréal se font exploiter.

Je tiens à signaler, en cette Chambre, que les déclarations faites récemment par un sénateur n'engagent aucunement la responsabilité

des députés de Montréal. N'allons pas croire si soudainement que cette canalisation joindrait les eaux du Pactole à celles du Saint-Laurent. Attendons les événements avant de nous prononcer d'une façon définitive à ce sujet.

Je termine. D'après ce que j'ai entendu jusqu'à présent, monsieur l'Orateur, le parti qui siège à votre gauche est le parti de la négation. Ce parti nie la satisfaction générale du peuple du Canada; ce parti nie la prospérité de notre pays; enfin, ce parti nie la valeur de toutes les compétences qui ont donné au gouvernement actuel un brevet d'honnêteté et de bonne administration. Je me rallie avec plaisir au parti qui sait se rendre à l'évidence, qui constate que le Canada n'est pas un état parfait mais que tout est perfectible; je me joins à ce parti qui croit bon de ne pas laisser la lumière sous le boisseau, mais qui désire plutôt qu'elle éclaire davantage ceux à qui l'électorat a confié, depuis 1921, la charge de conduire les destinées nationales du pays.

M. A. D. McRAE (Vancouver-Nord): Monsieur l'Orateur, je m'estime en quelque sorte dans l'obligation de prendre la parole cet après-midi parce que le ministre de l'Immigration (l'hon. M. Forke) a fait si peu au cours de l'an dernier afin de résoudre la grave question de la population de notre pays en général, que certains membres de la Chambre pourraient la croire insoluble. Mon honorable ami le ministre de l'Immigration a exprimé hier, au comité de l'agriculture, son désappointement de ce que les membres de l'opposition ne lui aient fait aucune suggestion d'ordre pratique. La sincérité de son expression me faisait voir clairement à quel point il désespère après n'avoir reçu aucune proposition pratique de son propre parti depuis deux ans. Je l'assure, néanmoins, qu'il ne s'est pas adressé à nous en vain, car, en réponse à sa demande, je me propose d'écarter, cet après-midi, toute stratégie politique et de risquer la critique, en proposant un programme qui, à mon sens, fera remonter le chiffre des immigrants au niveau d'avant-guerre.

N'ayant que peu de temps à ma disposition, seulement trente-neuf minutes maintenant, je ne puis qu'indiquer les grandes lignes du plan que le Gouvernement devrait mettre à exécution. Toutefois, quand l'occasion s'en présentera, je pourrai démontrer le caractère pratique de mon projet. J'implore l'indulgence de mes collègues, car je m'aperçois que, simplement pour coucher par écrit les principales idées de mon sujet, j'ai dû faire un manuscrit de plus